

*L'Adresse—M. F. Roy*

J'invite avec ardeur le gouvernement à réfléchir à cette question; c'est facile pour lui. Il n'a qu'à relire les discours de son ancien chef, ce grand défenseur des libertés, le très honorable John Diefenbaker. Et au plan des relations entre les provinces, les régions, ou avec les divers groupes du pays, on aurait été en droit d'attendre de nouvelles mesures. A l'agressivité et à la confrontation de l'ancien gouvernement libéral succède le silence. Nous avons besoin d'un énoncé clair de l'intention manifeste de respecter les droits et libertés des personnes, des groupes, des cultures, de façon à éliminer de ce pays les politiciens qui font carrière sur nos différences nationales et culturelles, économiques et sociales, ces marchands d'égalité qui ne sont que des semeurs de ruines économiques, de déficits budgétaires et commerciaux et de contrôles bureaucratiques.

Le silence du discours à ce sujet m'inquiète. J'espère que le gouvernement n'indique pas de cette façon qu'il a réussi à s'approprier lui aussi, à la suite d'autres, du thème d'une quelconque «unité nationale» comme palliatif aux problèmes réels, comme cataplasme à l'incompétence, comme accès au pouvoir, seules les formules étant différentes. Au plan scientifique et technique, on aurait également été en droit d'attendre un énoncé précis indiquant quel pourcentage du PNB irait à la recherche et au développement. Mais non, silence sur ce point. Une volonté de capitaliser sur nos avantages propres, un souci de développer et de faire avancer les connaissances et la technologie dans les domaines où nous avons un avantage inné de par la nature du pays, son étendue et ses richesses. Un programme visant à faire de nous les gens les plus avancés du monde dans les domaines suivants: transports et communications, pétrochimie, bio-masse forestière, océans et pêcheries, alimentation, technologie minière, électro-métallurgie et électro-chimie.

Monsieur le président, je constate à ma plus grande surprise que je suis citoyen du deuxième plus grand pays au monde, du plus grand réservoir de richesses naturelles, agricoles, maritimes *per capita* au monde et que les principaux leaders de ce pays sont soit des politiciens sans vision, soit des faux prophètes d'une toujours quelconque «unité nationale». Je constate que cette petite vision a touché le domaine des affaires extérieures, ce qui n'était pas la situation auparavant, et j'en félicite le gouvernement précédent. Je suis obligé de constater que notre politique extérieure sur des sujets aussi importants que le Moyen-Orient est déterminée par des considérations électorales. On s'apprête à jeter par-dessus bord trente ans de patient travail diplomatique dans ces pays. Je suis obligé de constater et de déplorer que l'assistance que nous fournissons à des pays plus faibles et plus démunis que le nôtre se fera sur une base de rentabilité. Monsieur le président, c'est à la façon dont on se conduit envers les pauvres et les faibles que se mesure la réelle grandeur d'un homme ou d'une nation. Les récents énoncés de politiques du gouvernement actuel sont

tristes. On régresse. La petitesse est en train de devenir vertu dans le deuxième plus grand pays du monde.

Avant de terminer, monsieur le président, j'aimerais dire un mot sur la motion d'amendement présentée par le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent). Nous avons dit et nous avons répété et nous avons rendu public un document le 9 septembre dernier dans lequel nous avons précisé notre position sur ce point précis. Nous avons dit, et je cite notre communiqué de presse, document officiel du parti, daté du 6 septembre, nous avons dit que le rôle de la société Petro-Canada relativement aux négociations avec les États producteurs devrait se faire si c'était nécessaire. C'est la position que nous avons prise à cette époque. Nous ne reviendrons pas sur le sujet. Je dirai cependant ceci: avant de toucher à la société Petro-Canada, il faudra obtenir un énoncé complet de la politique énergétique du nouveau gouvernement. Et sur ce point, les membres de mon parti, après en avoir mûrement discuté et mûrement réfléchi, ont adopté cette attitude que nous avons bien l'intention de maintenir. Il faudra avant de toucher à la société Petro-Canada que nous connaissions exactement toute la politique énergétique du gouvernement actuel.

Monsieur le président, il est toujours temps de prendre de bonnes décisions et d'élaborer des moyens... Je termine, j'en ai pour une minute, monsieur le président, avec votre permission...

**M. l'Orateur adjoint:** Le moyen le plus simple consisterait peut-être à obtenir le consentement unanime, et les honorables députés, j'en suis sûr, permettront à l'honorable député de Beauce (M. Roy) de terminer ses remarques.

Est-ce que la Chambre permet à l'honorable député de terminer ses remarques?

**Des voix:** D'accord.

**M. l'Orateur adjoint:** L'honorable député de Beauce a la parole.

**M. Roy (Beauce):** Merci, monsieur le président, je n'en ai que pour une minute, et il ne s'agit pas d'une promesse électorale.

Monsieur le président, il est toujours temps de prendre de bonnes décisions et d'élaborer des moyens d'action efficaces et énergiques. Le défi de l'avenir est très important, voilà pourquoi, en terminant mon premier discours à la Chambre, j'invite tous les parlementaires de tous les partis, et particulièrement ceux qui ont la responsabilité de gouverner notre pays, à agir comme de vrais hommes d'État. Ma collaboration et celle de mes collègues du Parti Crédit Social du Canada vous est acquise, monsieur le président, et nous sommes fermement décidés à lutter et à travailler pour la réalisation d'un idéal politique qui permettra à tous ceux qui habitent ce grand pays de bénéficier des avantages d'une économie d'abondance dans le plus grand respect de leur dignité et de leur liberté.